

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 62 - VENDREDI 12 mars 2010

la potion imbuvable

Les Islandais ont dit non à 93 % au plan de remboursement des banques anglaises et hollandaises. Le secteur public portugais, dans une unité syndicale qui fait date, est entré en conflit avec son gouvernement. Les Grecs viennent de conduire manifestations et grève générale pour s'opposer à la potion imbuvable de l'austérité. Ironie, les dirigeants de ces pays sont sociaux-démocrates et Papandréou dirige même l'Internationale socialiste.

Déjà bruissent les menaces contre l'Angleterre, l'Italie et la France. La purge est programmée. L'argument est trouvé : réduire les insupportables déficits publics.

L'avantage, si on peut dire, c'est que nous avons déjà sur la table les mets indigestes de ce monumental *backlash* social.

Ainsi, on découvre que 40 % des salariés portugais sont soumis au régime dit de la « carte verte » qui fait porter sur les épaules de chacun toute la protection sociale (maladie, chômage mais aussi vacances et congés maternité). « Salariés » des entreprises publiques ou privées, les « cartes vertes » ne bénéficient d'aucun droit, ne perçoivent aucune indemnité de licenciement en fin de contrat. Précarité absolue. Mais en France, l'explosion des statuts « d'auto-entrepreneur » est exactement de cette nature. Plus de 400 000 personnes ont glissé sous ce régime l'an passé.

Ainsi, comme partout en Europe, l'âge de la retraite à taux plein est lourdement menacé. C'est la façon concrète de faire baisser fortement le montant des pensions.

Ainsi toujours, un fonctionnaire sur deux n'est plus remplacé au moment du départ à la retraite. La sécurité de leur emploi par statut est aujourd'hui remise en cause.

Les coupes dans les dépenses publiques sont d'ores et déjà programmées : dans toutes les collectivités territoriales, les budgets en train d'être votés sont en recul. Ces baisses résultent directement de la suppression de la taxe professionnelle et des effets de la crise économique. Quand 70 % de l'investissement public provient des collectivités locales, les conséquences de ces baisses seront funestes. La FSGT vient d'estimer qu'il manque un milliard de subvention pour le seul secteur sportif. La culture, les associations caritatives, toutes constatent une baisse de leur subvention. Les conséquences seront immédiates et lourdes pour l'emploi et pour l'activité du pays.

Là aussi, ironie, ce sont les collectivités de gauche qui ont en charge de gérer ces restrictions budgétaires.

En 2009, 330 000 emplois ont été supprimés en France. La plus forte année de destruction d'emploi précédente était en 1992 : 200 000 emplois envolés. Tous les secteurs sont menacés. L'industrie en tête. Mais pas seulement. La montée du chômage dans tous les secteurs qui emploient les « intellos précaires » est impressionnante. Ça ne se comptabilise pas puisque ce sont déjà des secteurs massivement hors statuts salariés. La réalité n'en est pas moins palpable.

La hantise des gouvernements européens de voir la révolte de la jeunesse grecque se propager refait surface. Leur inquiétude : l'alliance des chômeurs des cités, des salariés du public et du privé et des intellos précaires. Ensemble, ils peuvent conduire des luttes modernes, qui englobent la totalité des champs menacés. L'espoir réside dans cette mise en mouvement pour inventer et imposer une nouvelle logique sociale et économique.

Il faudra bien une force politique à cette nouvelle mesure. Elle aussi reste à inventer.

LE MERLE MOQUEUR

Erreur judiciaire : après le non-lieu dans l'affaire du financement occulte du Parti Républicain, Gérard Longuet a retrouvé sa liberté de parole pour dire immédiatement une connerie.

AGENDA MILITANT

→ 13-17 mars

Ile-de-France : [Conférences gesticulées de la scop Le Pavé](#)

→ 15 mars

Paris : [Migrations et déplacements des femmes indiennes en Amérique latine](#)

→ 19 mars

Trégunc : [Conférence gesticulée de la scop Le Pavé](#)

→ 22-26 mars

Rio de Janeiro : [Forum Social Urbain](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ A voir et diffuser :

[On bosse ici ! On vit ici ! On reste ici !](#)

→ Convergences et alternative :
[Le premier vrai bulletin](#)

→ Communisme : [Second volet](#)

● CATHERINE TRICOT

Élections régionales

Points de repère pour lire les résultats

Les résultats des régionales depuis 1986 peuvent-ils faciliter une lecture des résultats des régionales 2010 ? Tour d'horizon en chiffres.

L'autre Gauche en Bourgogne



1. L'abstention

Elle sera vraisemblablement l'une des reines de l'élection.

- Elle a varié fortement depuis la première élection régionale de mars 1986

1986	22,1 %
1992	31,4 %
1998	41,9 %
2004	37,7 %

- En mars 2004, l'abstention est allée de 27 % (Corse) à 43 % en Lorraine, de 26,3 % en Lozère à 43,6 % en Moselle.

- En Ile-de-France, l'abstention a été en moyenne de 38,8 %, proche de la moyenne nationale. Les écarts sont allés de 36 % dans les Hauts-de-Seine à 43,6 % en Seine-Saint-Denis.

- En PACA, elle a été de 38,7 %, de 31,2 % (Alpes-de-Haute-Provence) à 41,5 % (Alpes-Maritimes)

- En Rhône-Alpes, elle a été de 40,1 %, de 35,1 % (Ardèche) à 43,3 % (Haute-Savoie)

- Dans le Nord-Pas-de-Calais, elle a été de 38,8 %, un peu plus forte dans le Nord (40, %) que dans le Pas-de-Calais (36,2 %).

2. Les résultats régionaux du PCF

ont varié dans une fourchette relativement modeste: 10,2 % en 1986, 8,0 % en 1992. Dans les sept régions où le PCF n'a pas choisi l'alliance avec le PS en 2004, il a obtenu 7,7 % des suffrages exprimés. Il avait 155 conseillers régionaux en 1986, 119 en 1992, 161 en 1998 et 181 en 2004. Cette année-là, le PCF (pourtant cruellement affaibli par la présidentielle précédente) a bénéficié de l'exceptionnelle poussée qui a placé la gauche en tête dans 20 régions sur 22.

3. L'extrême gauche a progressé de façon continue de 1986 à 1994:

1986	1,1 %
1992	1,2 %
1998	4,3 %
2004	4,7 %

En 1998, elle a bénéficié du choix fait par le PCF d'alliances de type « gauche plurielle », comme l'avait proposé le PS de Lionel Jospin. En 2004, sa progression a été limitée et elle a perdu toute représentation régionale.

En 2004, ses scores sont allés de 2,8 % (Auvergne) à 6,9 % (Limousin et Picardie), de 2 % (Alpes-Maritimes) à 7,5 % (Sarthe). Aux élections européennes de 2009, l'extrême gauche a confirmé sa bonne tenue électorale, en regroupant 6,2 % des suffrages (dont près de 5 % pour le NPA).

4. Les écologistes avaient commencé petitement avec 2,4 % aux régionales de 1986.

En 1992, au contraire, ils enregistrent près de 15 % des suffrages, alors que le PS dépasse tout juste la barre des 18 %. À cette époque-là (la fin de l'ère Mitterrand), on a pensé un moment que l'écologie politique pouvait prendre la relève à gauche d'une social-démocratie anémiée. La suite en a décidé autrement. En 1998, les Verts figurent sur des listes d'union dans 60 % des départements.

En 2004, ils ont réitéré leur choix, en acceptant l'alliance avec le PS dans 15 régions. Ils s'étaient alliés avec les régionalistes en Bretagne et avec la mouvance alternative en Midi-Pyrénées. Ils se sont présentés de façon autonome dans cinq régions (Auvergne, Champagne-Ardenne, Limousin, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes). La plupart du temps, ils se sont trouvés en concurrence avec diverses listes écologistes.

Les Verts *stricto sensu* ont obtenu les résultats suivants :

Auvergne	5,6 %
Bretagne	9,7 %
Champagne-Ardenne	7,5 %
Limousin	6 %
Nord-Pas-de-Calais	6,3 %
Rhône-Alpes	10,1 %

REGIONALES 2010 EN LIMOUSIN : ACCORD FRONT DE GAUCHE - NPA

UNITE !



●●● 5. Le tableau ci-après résume les principaux résultats des régionales de 2004 et des européennes de 2009. Ils permettront de mieux lire ceux des régionales de 2010.



NOM	RÉGIONALES 2004				EUROPÉENNES 2009			
	PCF ET ALLIÉS	ÉCOLOGISTES	EXTRÊME GAUCHE	TOTAL GAUCHE	FRONT DE GAUCHE	ÉCOLOGISTES	EXTRÊME GAUCHE	PS
ILE-DE-FRANCE	7,2	2,5	4	45,7	6,3	20,9	4,3	13,6
CHAMPAGNE-ARDENNE		7,5	5	40,5	4,4	11,8	7	15,9
PICARDIE	10,9		6,6	44,8	6	10,8	8,3	16,4
HAUTE-NORMANDIE		4,2	5,6	48,4	6,8	13,2	8,2	17,3
CENTRE			5,6	43,8	7,1	14,8	7,1	15,5
BASSE-NORMANDIE		8,4	4,8	42,8	4	14,1	6,1	15,8
BOURGOGNE		5,2	3,9	47,7	5,2	13,7	7,1	19,2
NORD-PAS-DE-CALAIS	10,7	8,3	5,1	54	8,4	11,1	7,9	20,3
BRETAGNE		9,7	4,8	53	5	18	6,7	17,7
PAYS-DE-LOIRE			6,1	43,3	4	16,5	6	15,8
POITOU-CHARENTES			4,5	50,8	4,9	14,6	6,6	19,4
LORRAINE		4,3	4,7	42,9	4,2	13,9	8,3	18,4
ALSACE		7,4	6,6	37,8	1,6	16,9	5,2	14,6
FRANCHE-COMTE	4,2	5,7	4,7	47,1	4,2	14,5	8	17,4
LIMOUSIN		6	6,6	53,8	10,3	12,3	8,2	22,1
AQUITAINE	4,4		4,1	46,9	7,5	15,4	6,4	18,1
MIDI-PYRENEES			4,9	54,3	8,1	16,4	6,8	19
AUVERGNE	9,2	7,9	4,3	49,5	8,5	13,4	7,4	18,8
RHONE-ALPES		10,1	4,5	48,9	5,2	19,6	5,3	15,4
LANGUEDOC-ROUSSILON		4,8	4,7	45,8	9,1	15,7	6,7	15,6
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR		2,9	2,8	43,2	6,6	16,3	4,9	13,5
CORSE	6,6		0	45,7	9,4	24	8,1	13
FRANCE METROPOLITAINE	2,8	4,3	4,7	47,1	6,2	16,3	6,2	16,4

●●● 6. Le tableau ci-après récapitule les différentes configurations d'alliances à gauche pour le scrutin de dimanche prochain :

RÉGION	CONFIGURATION 2004	CONFIGURATION 2010
Alsace	PCF et alliés	FdG (GU + PC + PG) + Alternatifs- PCOF- Cercle communiste
Aquitaine	PCF et alliés	FdG + M'PEP + Alternatifs + PCOF + Rep. Soc.
Auvergne	PCF et alliés	FdG// NPA + AlterEkolos + Obj. Croiss.
Franche-Comté	PCF et MRC	FdG + Alternatifs
Nord-Pas-de-Calais	PCF et alliés	FdG + Alternatifs + Gauche alternative/Fase + Coordination communiste
Ile-de-France	PCF et alliés	FdG + Alternatifs- Altern. citoyenne - M'PEP- PCOF
Corse	PCF et alliés	PCF
Picardie	PCF et alliés	Front de Gauche + Gremetz dissident
Centre	Union PC-PS	Front de Gauche + Alt- M'PEP -PCOF
Rhône-Alpes	Union PC-PS	FdG + Alternatifs-M'PEP-PCOF-Rep. Soc.
Midi-Pyrénées	Union PC-PS	Front de Gauche + M'PEP
Limousin	Union PC-PS	Front de Gauche + NPA-Alt
Pays-de-Loire	Union PC-PS	FdG + FASE + Alternatifs + NPA + NPA-Alt
Languedoc-Roussillon	Union PC-PS	FdG + Alternatifs + FASE + M'PEP + NPA + Obj. croiss.
Haute-Normandie	Union PC-PS	Front de Gauche
Poitou-Charentes	Union PC-PS	FdG + M'Pep + Rep. Soc. mais Alternatifs + FASE + NPA
PACA	Union PC-PS	FdG//Alternatifs + NPA
Bourgogne	Union PC-PS	Union PC-PS mais Communistes (PC) + FASE + NPA + PG
Bretagne	Union PC-PS	Union PC-PS mais Communistes (PC) + FASE + Alternatifs + GU + M'PEP + PG + Rep. Soc. + Rges-Verts
Champagne-Ardenne	Union PC-PS	Union PC-PS mais NPA + PG + Alternatifs
Lorraine	Union PC-PS	Union PC-PS mais Communistes (PC) + JC + GA/FASE + G. solidaire + GU + PG + Alternatifs + M'PEP + Rep. Soc.
Basse-Normandie	Union PC-PS	Union PC-PS// NPA + PG

La Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE) soutient des listes ou y participe dans 11 régions métropolitaines (voir ci-dessus) – avec des configurations très variées. Parmi ces lis-

tes, seules celles du Languedoc, du Limousin et des pays de la Loire comprennent à la fois les composantes du Front de gauche et le NPA.

● CATHERINE TRICOT

En réponse à l'Appel à contribution sur Ce que nous entendons par communisme, Bernard Friot signale la parution le 25 mars à La Dispute de son livre, *L'enjeu des retraites*, « ouvrage résolu-communiste », nous écrit-il. En voici la 4^e de couverture.



Dirigée par Bernard Friot, la collection « Travail et salariat » analyse le travail en acte et les perspectives qu'ouvrent les institutions du salariat en matière de statut social des personnes

et de production de la richesse.

Les réformateurs et la plupart des opposants à la réforme actuelle des retraites, malgré leurs divergences, fondent leur diagnostic du prétendu « problème des retraites » sur les mêmes présupposés: nous subirions un choc démographique, il serait impossible d'augmenter les cotisations qui alimentent les retraites, c'est un prélèvement sur la valeur produite par les actifs qui financerait les pensions, la justice voudrait que le montant des pensions soit déterminé par la somme des cotisations versées du temps de son activité, etc.

Cet ouvrage répond à ces arguments et propose une tout autre analyse. Et si le problème démographique était une illusion? Et si les pensions de retraite n'étaient pas un revenu différé mais un salaire continué, lié à la qualification? Et si les retraités n'étaient pas des inactifs, comme le veut la statistique, mais des personnes différemment actives, enfin libres de travailler à l'écart du marché du travail?

L'enjeu des retraites, c'est d'abord reconnaître et prolonger l'indéniable réussite humaine et politique des retraites. C'est également mettre en débat le statut du salaire et de la qualification pour tous, ainsi que le rapport au travail que nous voulons promouvoir. C'est seulement en posant de telles questions fondamentales que l'on pourra renouer avec les objectifs progressistes qui ont mené au système actuel et ouvrir une alternative sérieuse à la réforme en cours. ●

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com
Noyau: Gilles Alfonsi
Queues de Cerises: Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant.

Après les régionales. Le philosophe Jacques Bidet a publié le 7 mars 2010 la déclaration suivante: « *J'ai donné mon soutien public au Front de gauche pour les régionales. Il s'agit, nous le savons tous, d'une bataille de grande importance, qui peut être le point de départ d'un renversement de tendance au plan national. Les enjeux sur Nanterre et la région sont énormes. Il faut y mettre toutes ses forces. Je me permets d'ajouter que je suis néanmoins pleinement solidaire des élus qui ont choisi de manifester leur insatisfaction. La dernière grande mobilisation politique collective impliquant toutes les forces vives de la gauche de gauche a été celle des comités unitaires pour les présidentielles. Elle avait fait naître un espoir légitime de multiplication de nos forces par la convergence qui s'y dessinait. La division, on s'en souvient, avait conduit à l'échec. On pouvait penser que l'on en tirerait les leçons; mais cela ne semble pas être le cas. Le Front de gauche marque certes un pas en avant, le commencement d'un processus dynamique d'unité. Mais il a fonctionné à partir du sommet. Etablir une liste est certes toujours une affaire compliquée; et la négociation entre organisations doit affronter bien des contradictions. Il reste que l'on ne s'est pas saisi de ce moment pour reprendre la lutte politique sur la base sociale et militante la plus large. Entre autres choses, mettre systématiquement à l'écart les personnes les plus connues pour leur engagement unitaire – et notamment les militants de la FASE – est un symptôme de mauvais augure. On n'avancera qu'à la condition de sortir de l'esprit d'appareil. Je m'associe pour ma part à tout appel demandant que l'on engage, dès le lendemain des régionales, des assises nationales, dont le Front de gauche pourrait être un initiateur, ouvertes à toute la gauche de transformation sociale, pour un travail de réflexion et d'action politique en commun au jour le jour. Une démarche unitaire d'avenir ne peut se développer que sur la base de perspectives établies à partir de comités unitaires de base.* »

France 2 censure Paul Ariès. Le politologue Paul Ariès, directeur du Sarkophage et auteur de deux ouvrages récents (*La simplicité volontaire contre le mythe de l'opulence*, *La Découverte et Cohn-Bendit*, *L'imposture*, *Max Milo*) a été sollicité par la société de production chargée de réaliser l'émission de Guillaume Durand, l'Objet du scandale, du mercredi 10 mars. Paul Ariès devait notamment donner la réplique à Claude Allègre. La participation de Paul Ariès était actée, son voyage organisé. Le dimanche 7 mars, la société de production exige de Paul Ariès les quatre questions qu'il souhaite poser aux Français en interpellant Claude Allègre. Paul Ariès tout en s'étonnant du procédé fournit aussitôt ces quatre questions. Ce lundi, Paul Ariès a été informé que sa participation est annulée car la direction de France 2 souhaite opposer à Claude Allègre un citoyen « lambda ». Le journaliste Denis Delbecq, auteur d'un décryptage du dernier livre de Claude Allègre, a lui aussi été décommandé.

Performance. Un rapport remis au ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat vient de proposer de créer des indicateurs « em-

blématiques » pour mesurer la qualité du service public. Nombre de services capables de délivrer un passeport en moins de deux semaines, délai de traitement des dossiers complets d'indemnisation chômage, part de demandeurs d'emploi recevant au moins une proposition d'emploi ou de formation tous les deux mois, temps d'attente à l'accueil du public ou aux urgences, taux d'heures de cours assurées pour chaque élève... : il s'agirait de se focaliser sur quelques indicateurs « transversaux et interministériels ». Le rapporteur, le député François Cornut-Genetille (UMP), souligne en effet que « *les indicateurs aujourd'hui utilisés sont trop nombreux pour focaliser l'action publique* »: une douzaine devrait suffire, au lieu de 1 178 qui sont présents aujourd'hui dans les documents budgétaires du pays. Résumer l'activité des services publics – et d'un quart des salariés en France – en 12 indicateurs, ça c'est de la performance!

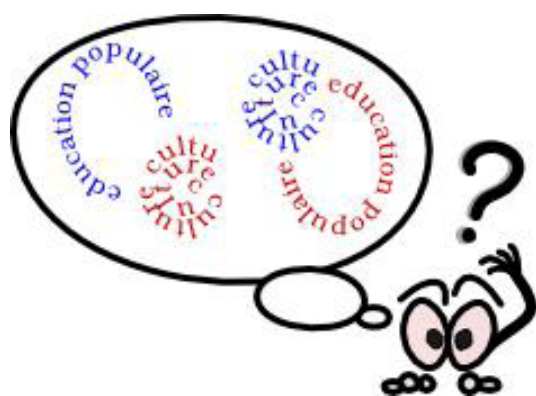
Utopia, les Verts et Europe Ecologie. Plusieurs militants d'Utopia viennent de publier une contribution sur la « *forme de l'écologie politique* ». Ils soulignent notamment les enjeux démocratiques du débat pour la transformation écologique de la société. Evoquant les trois principes qu'ils défendent – « *un fonds idéologique clair, articulé dans un programme de dépassement du capitalisme et du productivisme, un fonctionnement et des pratiques démocratiques, une ouverture maximale à la société civile et aux classes populaires* » –, ils critiquent le « *déroulement de la campagne pour les élections régionales (qui) a laissé apparaître de sérieux manquements à ces trois principes tant chez Europe Ecologie que chez les Verts* ». Ils évoquent ensuite que « *L'écologie politique doit exister en dehors des campagnes électorales et de la conquête du pouvoir institutionnel. Elle doit sans cesse enrichir sa réflexion, comprendre le monde et développer des alternatives concrètes (...). Nous devons valoriser l'engagement associatif, les succès dans le développement d'alternatives concrètes, les avancées dans le domaine de la connaissance. Nous devons aussi respecter les différentes formes d'engagements* ». Lire le texte intégral sur le site www.mouvementutopia.org

Pétition. L'appel à la « Solidarité avec les travailleurs-euses sans-papiers en grève » connaît un grand succès. Le film de 3 minutes *On bosse ici, on vit ici, on reste ici*, réalisé par un collectif de cinéastes impliqués dans le mouvement, passe depuis le mercredi 10 mars dans 250 salles de cinéma situées sur tout le territoire. www.travailleurssanspapiers.org/phpPetitions/

Mouvement. L'appel à la grève et à des manifestations interprofessionnelles pour les salaires, l'emploi et les retraites pour le 23 mars prochain, à l'initiative de la CGT, la FSU, Solidaires, l'UNSA et la CFDT donne lieu à de nombreuses déclinaisons dans des branches du secteur privé comme du secteur public. Il interviendra dans le contexte des mobilisations en cours dans l'Education nationale, dans la santé, les transports, et alors que les conflits sur les salaires prennent de l'ampleur dans le privé. A suivre.

Emancipation personnelle et transformation sociale

Militant et travaillant dans les champs de l'éducation populaire et de la culture, et communistes unitaires, Evelyne Bourgogne, Jean Le Bohec, Corinne Le Fustec et Hervé Quintel ont participé, au sein de la FASE Bretagne, à la réflexion sur « Région et culture » et proposé d'intégrer les axes ci-dessous au projet de la liste « Ensemble pour une Bretagne à gauche solidaire, écologique et citoyenne ». A débattre, y compris après les élections. ● MICHÈLE KIINTZ



EDUCATION POPULAIRE

Depuis ses origines, l'éducation populaire se définit comme une éducation d'émancipation personnelle et de transformation sociale. Ces deux notions sont d'actualité dans un monde où les inégalités, les injustices et les ségrégations en tout genre continuent à miner le paysage social.

Dans ce sens, nous prônerons une démarche de résistance et de création.

- résistance à la logique du « prêt à penser ».
- création de nouveaux possibles en rapport aux enjeux du contexte.

Pour cela nous favoriserons le développement de l'éducation populaire par des conventions intégrant des aides financières de fonctionnement aux nombreuses associations, organisations, réseaux qui, non seulement s'y réfèrent mais également la mettent en œuvre.

Nous encouragerons notamment les expérimentations. Nous initierons ou accompagnerons la mise en place d'universités populaires coopératives où se poseront des savoirs sociaux en lien avec les pratiques sociales, des questions d'organisation et d'enjeux politiques.

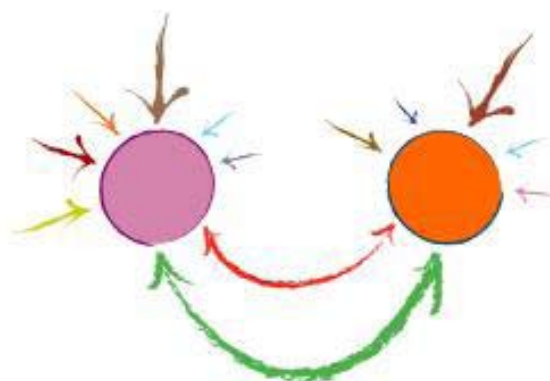
CULTURE

La culture est aujourd'hui un enjeu fondamental. Elle est fondée, pour nous, sur les rapports que l'Homme entretient avec son environnement social et sur les œuvres et pratiques artistiques qui le révèlent.

Une politique culturelle doit, pour nous, aller au-delà de l'accès à l'œuvre et permettre aux diversités culturelles – langues, symboles, pratiques – de vivre ensemble.

Un regard tout particulier sera porté sur la culture orale et les cultures populaires, éléments prépondérants de notre identité bretonne.

Nous favoriserons une démocratie culturelle qui prend en compte la singularité des cultures et développe l'appropriation collective des codes artistiques.



Pour cela, nous encouragerons les projets ou actions culturels et artistiques qui favorisent la participation, l'implication, la pratique de tout un chacun, et la rencontre avec les artistes.

Nous favoriserons la prise en compte des pratiques et expressions populaires qui se développent localement (quartiers, villages, communes...).

Pour cela, nous inscrirons des subventions de fonctionnement complémentaires aux subventions sur projets. Et nous instituerons des espaces de rencontre qui associeront le plus largement les acteurs de cette politique (artistes, compagnies, citoyens, associations, élus locaux...) en requestionnant les pratiques et expérimentations en cours.

IL FAUT SAUVER LE JOURNAL REGARDS

Les faits sont là : *Regards* va mal. La SCOP éditrice du mensuel pourrait déposer le bilan après notre prochain numéro à paraître dans la foulée des résultats des régionales. Une issue que nous refusons d'envisager à ce jour. Tou-te-s celles et ceux – intellectuels, journalistes, salariés – qui, depuis janvier 2004, contribuent à ce que chaque mois *Regards* paraisse, veulent que l'aventure continue. Après une première collecte de dons et promesses de dons, une relance apparaît possible. Pour cela, nous avons en urgence besoin de votre soutien. Et l'équipe travaille à repenser une politique de pérennisation du titre.
Lire la suite sur le site www.regards.fr

Pour que paraisse le prochain numéro, après les régionales, pour que *Regards* continue de nous apporter les points de vue et les analyses de la gauche critique

Participez à l'effort financier en utilisant le bulletin ci-dessous.



L'AVENIR DE VOTRE JOURNAL EST ENTRE VOS MAINS

je fais don de _____ € au profit exclusif de **REGARDS**
et je libelle mon chèque à l'ordre de: **Presse et pluralisme/REGARDS**

Je précise mes coordonnées

(afin que Presse et Pluralisme puisse émettre le reçu fiscal qui me permettra de bénéficier de la réduction sur mon impôt sur le revenu 2010, acquitté en 2011)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Adresse mail _____ Téléphone _____

Coupon à compléter et à retourner accompagné de votre chèque exclusivement à :
Presse et pluralisme, TSA 32649 91764 Palaiseau CEDEX

Tous les dons à Presse et Pluralisme vous permettent de bénéficier d'une réduction d'impôt de 66%, dans la limite de 20% de votre revenu imposable.	Lorsque vous faites un don de	vous déduisez de votre impôt	il vous en coûtera seulement
	25€	16,50€	8,50€
	100€	66€	34€
	500€	330€	170€